

Pour vendre des Rafale à la Malaisie, la France autorise l'huile de palme dans le carburant

17 mai 2018 / Pierre Isnard-Dupuy (Reporterre)



À Bruxelles, le gouvernement français s'oppose à l'interdiction de l'importation d'huile de palme. En France, il autorise la « bioraffinerie » de Total à La Mède, qui va augmenter de moitié les importations de cette huile aux conséquences désastreuses sur les forêts tropicales et le climat mondial.

-
- **Actualisation** - *Lundi 11 juin 2018* - Comme elle l'avait [annoncée la semaine dernière](#), la FNSEA a commencé ce lundi 11 juin matin le blocage de plusieurs raffineries à travers la France, pour protester contre la décision du gouvernement d'autoriser l'importation massive d'huile de palme par Total pour sa raffinerie de La Mède.

-
- *Marseille (Bouches-du-Rhône), correspondance*

Feu vert pour la « bioraffinerie » Total de La Mède, dans les Bouches-du-Rhône. C'est ce qu'a décidé la préfecture avec l'assentiment du ministère de la Transition écologique et solidaire, ce mercredi 16 mai. La production de 500.000 tonnes de « biodiesel » devrait donc **démarrer à l'été**. Pourtant, le projet, parce qu'il va induire une importation massive d'huile de palme, suscite de sérieuses inquiétudes à cause de ses conséquences sur la déforestation des forêts tropicales. Pourtant, le ministre Nicolas Hulot s'était prononcé à l'été 2017, lors de **la présentation de son plan climat**, pour la fin des importations de produits agricoles ou forestiers contribuant à la déforestation des « *trois plus grandes forêts tropicales du monde* ». « *La déforestation est responsable de 10 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales* », avait-il alors considéré.

L'huile de palme, un produit miracle pour les industriels : peu cher et facile à transformer. Source de graves atteintes à l'environnement, il perd de plus en plus de crédibilité auprès des consommateurs. Ainsi, son utilisation dans l'agroalimentaire chute (- 1,1 million de tonnes de 2010 à 2014). Mais son intégration dans les agrocarburants ne cesse d'augmenter, **de 8 % à 45 %**. En France, 75 % de l'huile de palme consommée l'est sous forme de carburant. L'Indonésie et la Malaisie sont les principaux producteurs d'huile de palme. Dans ces pays, une déforestation massive conduit au remplacement de la forêt tropicale **par des plantations de palmiers à huile**. Des plantations prennent également place sur les tourbières, des écosystèmes d'une grande biodiversité et qu'il est nécessaire de sauvegarder face à l'enjeu climatique car ils captent une grande part du carbone qui ne finit pas en gaz à effet de serre.

« Un chèque en blanc pour Total »

Le site industriel des Bouches-du-Rhône fera « *bondir les importations françaises d'huile de palme de 64 %* », **avertissaient Greenpeace et Les Amis de la Terre**, le 19 avril. Le plan d'approvisionnement annuel, que se sont procuré les ONG, prévoyait 100.000 tonnes d'huiles alimentaires usagées et de graisses animales pour 450.000 tonnes par an d'huile de palme importées. Auxquelles s'ajoutent 100.000 tonnes de distillat d'acide gras de palme, un résidu de production de l'huile de palme, **qui sera également importé**. « *À titre de comparaison, environ 136.000 tonnes d'huile de palme alimentaire sont consommées chaque année en France* », précisent les ONG. Après « *un dialogue positif avec le ministère de la Transition écologique et solidaire* », Total a annoncé ce 16 mai, par voie de communiqué, limiter l'approvisionnement « *en huile de palme brute à un volume inférieur à 50 % des volumes de matières premières qui seront traitées sur le site, soit, au plus, 300.000 tonnes par an* ».



« Ce qui est colossal », rétorque Sylvain Angerand, des Amis de la Terre, dans un communiqué. Il a par ailleurs calculé que Total évacue de son annonce les distillats de palme. Le pétrolier « deviendrait le premier importateur français d'huile de palme », disent Les Amis de la Terre, avant de considérer qu'aucune certification — contrairement à ce qu'affirme le ministère — « ne peut garantir que ce projet n'entraînera pas de déforestation, comme l'a reconnu la Cour des comptes européenne », dans un [audit de 2016](#). « Il y a d'autant plus de risques que Total refuse de rendre public son plan d'approvisionnement, notamment sa liste de fournisseurs », expose enfin l'association. « Cette autorisation est très peu contraignante, c'est un chèque en blanc », dit à Reporterre Sébastien Cros, de la CGT du site de La Mède. Le syndicat agit depuis deux ans, main dans la main avec les écologistes. Avec la mutation, le site va perdre la moitié de ses 500 emplois informe le syndicaliste. « La décision d'Hulot ne fait que valider une délocalisation sociale et environnementale », juge-t-il.

L'Union européenne pourrait interdire toute utilisation de l'huile de palme dans les carburants

Ce mercredi 16 mai, Nicolas Hulot a répondu à une question sur le projet de La Mède dans la matinale de BFM et RMC. « Je leur demande, j'ai eu [le PDG de Total, Patrick] Pouyanné, de réduire au maximum l'utilisation d'huile de palme [...] et d'essayer d'année en année de réduire la part d'huile de palme et d'augmenter la part d'huiles usagées. Je ne peux pas leur demander, alors qu'ils ont fait ces efforts et ces investissements, de renoncer », a-t-il fait valoir. « Mais on ne peut pas avoir tout du jour au lendemain. La tendance, irréversible, de s'affranchir des huiles de palme et d'éviter la déforestation importée, celle-là, on ne reviendra pas en arrière. À terme, l'Europe prendra évidemment ses responsabilités... dans les années qui viennent », a prophétisé ensuite Nicolas Hulot.

En vertu des objectifs de la COP21 sur les émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne pourrait interdire toute utilisation de l'huile de palme dans les carburants. Le sujet fait débat dans le cadre des négociations de la directive sur les énergies renouvelables qui se mènent d'ici à l'été. Le Parlement européen s'est prononcé en janvier pour une interdiction de l'utilisation de l'huile de palme dans les agrocarburants. La négociation sur l'ensemble de la directive est désormais en phase de « trilogie », c'est-à-dire en débat entre le Conseil, la Commission et le Parlement européens.

Le chantage aux avions Rafale de la Malaisie

La question de l'huile de palme pourrait être sur la table des discussions lors du prochain *round* de ce jeudi 17 mai. Parmi les membres du Conseil européen, la France est opposée à l'interdiction de l'huile de palme pour les carburants. « *L'amendement adopté par le Parlement [européen] ne saurait être soutenu par les autorités françaises dans la mesure où il discrimine l'huile de palme* », résume une lettre de Matignon au secrétariat général du Conseil européen, que *Le Canard enchaîné* s'est procurée. Si les importations venaient à se tarir, la Malaisie menace de ne pas acheter 18 avions Rafale, comme l'indiquait *L'Usine nouvelle en mars* au profit d'un concurrent britannique. De fait, il y avait divergence entre Nicolas Hulot et Florence Parly, la ministre de la Défense. Les considérations commerciales semblent l'avoir emporté sur les considérations écologiques.



Dans le cadre des négociations européennes sur la directive énergies renouvelables, il est probable que ce soit la Commission qui tranchera.

Contactés, ni la préfecture des Bouches-du-Rhône, ni le ministère de Transition écologique et solidaire, ni Total n'ont répondu aux questions de *Reporterre* dans les temps impartis à la rédaction de cet article.

Puisque vous êtes ici...

... nous avons une faveur à vous demander. Il n'y jamais eu autant de monde à lire *Reporterre*, mais nos revenus ne sont pourtant pas assurés.

Contrairement à une majorité de médias, nous n'affichons aucune publicité, et laissons tous nos articles en libre accès, afin qu'ils restent consultables par tous. *Reporterre* dépend en grande majorité des dons de ses lecteurs. Le journal, indépendant et à but non lucratif, compte une équipe de journalistes professionnels rémunérés, nécessaire à la production quotidienne d'un contenu de qualité. Nous le faisons car nous croyons que notre point de vue, celui de l'environnement et de l'écologie, compte — car il est aussi peut-être le vôtre.

« *Notre société a besoin d'un média qui traite des problématiques environnementales de façon objective, libre et indépendante, en restant accessible au plus grand nombre ; soutenir Reporterre est ma manière de contribuer à cette démarche.* » Renan G.

Si toutes les personnes qui lisent et apprécient nos articles contribuent financièrement, la vie du journal sera pérennisée. Même pour 1€, vous pouvez soutenir *Reporterre* - et cela ne prend qu'une minute. Merci.
[Soutenir Reporterre](#)

Lire aussi : [Total veut faire du biocarburant en important massivement de l'huile de palme](#)

Source : Pierre Isnard-Dupuy pour *Reporterre*

Photos :

- . chapô : Les fruits du palmier à huile. [Wikimedia](#) (African Hope/CC BY-SA 4.0)
- . carte : [Openstreetmap](#)
- . raffinerie : © [mairie de Châteauneuf-les-Martigues](#)
- . Rafale : [Wikipedia](#) (Pascal Subtil/CC BY-SA 2.0)

- **Emplacement :** [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Info](#) >
- **Adresse de cet article :**
<https://reporterre.net/Pour-vendre-des-Rafale-a-la-Malaisie-la-France-autorise-l-huile-de-palme-dans>